

crits comme sociétés locales, et ainsi de suite. Ce sont là des garanties raisonnables. Je ne vois pas pourquoi le secteur privé voudrait, en sus de ces garanties, autre chose que l'occasion de mettre à profit son expérience de la gestion et ses connaissances techniques pour exploiter les occasions qui se présentent.

Dans le domaine de l'aide offerte par le gouvernement, je crois que cette aide devra comporter beaucoup moins de restrictions. Ainsi que vous le savez, les frais d'expédition des marchandises ne sont pas payés par le Canada, et ces frais peuvent être très onéreux pour le pays recevant l'aide. A titre d'exemple, je sais que l'aide accordée dans le passé par le Canada dans le domaine de l'habitation, un des besoins les plus réels des Antilles, fut un échec complet, car le coût des matériaux canadiens, des services canadiens et de tous les autres éléments canadiens, a mis ces maisons hors de la portée des familles à revenu modique. En conséquence, dans certains domaines nous devons sacrifier nos profits si nous voulons que notre aide soit plus efficace. Il y a beaucoup de progrès à faire de ce côté.

Le sénateur Fergusson: Après cet excellent résumé de M. Eaton, concernant ce qu'il croit que le Canada devrait faire, ma question ne semblera peut-être pas très appropriée, car elle concerne une seule petite île. Ainsi que je l'ai déjà dit, mes questions se rapportent surtout à l'île d'Antigua, bien qu'elles s'appliquent aussi à d'autres îles. Je voudrais que vous nous parliez de la nouvelle usine de désalination, que j'ai vue à peine commencée et qui fournira 8.2 millions de gallons d'eau en plus d'une forte quantité d'électricité. Même après avoir écouté ce que vous avez dit au sujet du sucre et de son coût,—et je crois avoir compris ce que vous avez dit,—je dois souligner qu'Antigua ne produit pas de sucre; or, l'une des raisons qu'on m'a données, c'est que le sucre n'y pousserait pas. Je me demande si ces usines de désalination produiront suffisamment d'eau pour que l'on y fasse la culture du sucre si on le désire. Je me demande également si on a connu des succès avec d'autres usines du même genre dans d'autres îles des Antilles.

M. Eaton: Je n'en connais aucune autre. L'eau était très rare à Antigua. Je suis d'avis, toutefois, qu'ils ne devraient pas reprendre la culture du sucre après l'avoir abandonnée. Ils peuvent se tourner vers d'autres industries. Ils avaient l'habitude de produire du coton et la pêche offre des possibilités très intéressantes. Leur homard est excellent.

Je crois que la difficulté n'est pas surtout de trouver de l'eau mais plutôt des débouchés pour la production, mais nous n'avons pas approfondi cette question à laquelle vous semblez vous intéresser. Je partage l'avis de plusieurs d'entre vous que c'est là un problème que les pays des Antilles devront solutionner eux-mêmes. Pour ma part—et je ferai un peu figure d'hérétique—je crois que le problème de la diversification de l'agriculture dans les pays des Antilles n'a pas un caractère économique mais plutôt politique. Tout régime politique, ainsi que vous le savez, doit récompenser ses adhérents, autrement il ne pourrait fonctionner. En Jamaïque, à titre d'exemple, tous ces offices commerciaux et, de fait, tous les organismes publics, se rapprochent beaucoup de ceux des États-Unis, et le personnel est renouvelé au complet chaque fois qu'il y a un changement de gouvernement. En outre, dans toutes les agences de mise en marché, qu'elles s'occupent d'agrumes, de bananes ou d'autres produits, celles dont le volume est assez élevé tirent profit de cette concentration du volume, mais tout le régime est fondé sur le vote unique. Les producteurs d'agrumes ont le vote unique et prennent les décisions, ce qui signifie que les gros producteurs ont effectivement les mains liées. C'est pourquoi je dis que c'est plutôt une question de politique que d'économique.

Nous avons eu la même expérience en bien d'autres domaines. Après la guerre, nous avons dépensé des millions pour morceler les terres, afin de les donner aux anciens combattants qui venaient tous des villes et ne connaissaient rien à l'agriculture. Par la suite, nous avons dû dépenser des sommes de plus en plus grandes et intimider les gens, d'une façon démocratique naturellement, pour leur imposer l'intégration des plus petites unités et en former de grandes.

On nous dit maintenant la même chose au sujet du sucre, c'est-à-dire que nous devrions fragmenter les plantations en fermes de 60 acres. Toutefois, les tenants de cette politique n'ont fait aucune proposition pour réformer l'enseignement afin de produire une sorte de cultivateur scientifique. Il y a donc lieu de se demander ce qui se produirait si les plantations de sucre étaient morcelées et ce qu'il adviendrait de l'économie d'échelle?

Par conséquent, les pays des Antilles devront résoudre eux-mêmes le problème de la mise en marché. Il s'agit en réalité d'un conflit entre la politique et le régime de partis, d'une part et, les réalités de la mise en